



Présentation du Tchad sur les chocs pétroliers

Ouagadougou, BURKINA FASO du
07 au 09 Mars 2017

Le Tchad: Un pays pétrolier depuis 2003



Une économie peu diversifiée où dominant

traditionnellement

pêche
élevage
agriculture

Le Tchad
2ème

producteur mondial de gomme arabique

Chocs Macroéconomiques

Malheureusement la chute progressive du cours de pétrole en 2014, a déstabilisé notre économie et a entraîné un choc de risque exogène à cela s'ajoute les problèmes sécuritaires aux frontières.

Les mesures

Ces phénomènes ont entraîné le pays dans la crise économique qui a interpellé le Gouvernement de prendre un certain nombre des mesures pour faire face aux répercussions négatives sur l'économie et les finances publiques notamment.

Un séminaire gouvernemental assortis des recommandations qui ont abouti aux 16 mesures parmi lesquels :

En matière des dépenses budgétaires :

- ✓ Réduire de 50% les indemnités de fonctionnaire de l'Etat;
- ✓ Audit des diplômes des agents de l'Etat;
- ✓ Audit du système intégré de gestion des agents et personnels de l'Etat (SIGSAPE) de la Direction de la Solde;
- ✓ Réduire le parc automobile de l'Etat;
- ✓ Audit organisationnel des projets et programmes
- ✓ Restructuration des délégations régionales;
- ✓ Réduire la taille des organigrammes des Ministères et Institutions;

En matière de politique fiscale, les actions portent sur :

- ✓ La mise à jours du Code Général des Impôts permettant d'améliorer la transparence de la fiscalité et un gain de productivité ;
- ✓ Le renforcement du contrôle, l'amélioration du recouvrement et l'opérationnalisation du remboursement de la TVA et la maîtrise des opérations liées à cette dernière ;
- ✓ La réduction progressive des exonérations fiscales;
- ✓ Le recouvrement systématique des arriérés fiscaux.
- ✓ Insertion des nouvelles dispositions fiscales sur la Loi des Finances 2017 (par exemple la suppression de la taxe de circulation des véhicules et engins en augmentant les prix du carburant de 50 F CFA sur les litres d'essence et gasoil) ;

Conclusion

Les défis budgétaires restent néanmoins importants pour le gouvernement qui doit faire face à d'importantes charges tant au niveau des salaires, du fonctionnement, du transfert que des investissements. Ses plus importantes ressources proviennent des revenus du pétrole qui représentent en moyenne annuelle près de 80% des recettes du budget de l'État. Actuellement, les recettes hors pétrole ne représentent que 13 % du PIB et ne permettent au mieux que de couvrir la masse salariale. La faible pression fiscale qui se situe à près de 8% est inférieure à la norme communautaire fixée à 18%. Toutefois, les derniers efforts de maîtrise et de rationalisation des dépenses courantes ont permis de contenir le déficit public. Une augmentation du taux de pression fiscale hors pétrole supérieur à 9 % consoliderait le redressement des finances publiques.

Je vous remercie de votre
aimable attention.